La Commune

Comité chômeurs et salariés d'Alfortville : Pourquoi nous occupons l'église d'Alfortville

Nous sommes 4 familles alfortvillaises.

Depuis 18 heures ce samedi 18 décembre 2005, nous occupons l'Eglise d'Alfortville, soutenus par le CCSA, des associations et des personnalités. Pourquoi ?

Famille AKAK : Alfortvillaise depuis 5 ans, mais le père de famille KARIM y a vécu toute son enfance.

Malgré les promesses, toujours pas de logement en HLM. Les enfants de 15 et 16 ans font leurs devoirs assis par terre, contre le mur. Le père et la mère sont salariés. Ils pourraient parfaitement payer un logement HLM . Mais depuis des années, ils sont placés dans des hôtels meublés vétustes et dans des chambres de 20 m2. La petite dernière, âgée de deux ans est atteinte de saturnisme, suite à un séjour dans un logement insalubre.

FAMILLE DIARRA Mahamadi et Absatou

Alfortvillaise depuis le 30 mai 1980, 1ère demande de logement social en 1989. En 1993, elle est expulsée illégalement par un bailleur privé qui fut condamné pour cet acte barbare. Placés alors " provisoirement " (selon les termes de la mairie) dans un logement, en bords de Marne dans un taudis de 42 m2. Ce couple a 6 enfants. Monsieur Diarra est magasinier. Dans ce logement qu'il paye 240 € par mois, les murs sont gorgés d'humidité. En hiver, c'est tellement humide que l'eau ruisselle sur les murs. Les enfants tombent régulièrement malades. Le provisoire " dure puis ... 12 ans ".

FAMILLE DIARRA Assa et Mahamadou

Alfortvillaise depuis 2000. Confinée depuis 5 ans dans un F2, couple de salariés avec 7 enfants. Le 25 décembre 2000, ce couple balloté de taudis en taudis a décidé d'occuper un F2 laissé vide par l'office HLM. Il est depuis considéré comme squatteur. Maire et Sous Préfet ont promis à plusieurs reprises de les reloger. Rien à ce jour. Les enfants grandissent dans des conditions inhumaines.

Madame DIAKITE Alfortvillaise depuis 15 ans première demande de logement en 2000 vit à l'hôtel dans une chambre avec deux enfants. Pas de chauffage, humidité et moisissures, Madame Diakité est divorcée et 5 de ses enfants sont placés à la DASS à cause des conditions de logement de la mère. Une famille disloquée, des enfants arrachés à leur mère.

Ces quatre familles sont salariées, en situation parfaitement régulière et les enfants sont scolarisés sur Alfortville.

Des années de taudis, de logement insalubre et de promesse de relogement non tenues. Pourtant elles sont au regard de la loi, prioritaires.

Est-il possible de leur demander de continuer à vivre " ainsi " ? La santé des enfants est menacée en permanence la vie familiale est difficile et douloureuse.Leur conditions d'existence sont inhumaines. Elles ont droit à un logement dans le parc HLM.Elles peuvent parfaitement payer un loyer en HLM.

Voila pourquoi elles occupent l'Eglise D'Alfortville : pour être entendues, pour être reçues par la mairie, pour qu'enfin, les promesses soient tenues et qu'elles obtiennent un toit en HLM Elles resteront dans l'Eglise le temps nécessaire pour obtenir enfin satisfaction

SOUTENEZ NOUS

A Alfortville, samedi 17 décembre 2005 19h

Modifié le lundi 26 décembre 2005

Voir aussi dans la catégorie CCSA Alfortville

Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville : Pétition pour une loi interdisant les expulsions

Pour les familles frappées par la crise. Nous voulons une loi interdisant les expulsions. »

Comité Chômeurs - Salariés d’Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail » , une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée Loi Travail ». Ce projet de loi détruit, d’un seul coup, les... »

HALTE A LA RECUPERATION !

Le Comité chômeurs-salariés d'Alfortville ne donnera aucune consigne de vote aux Municipales, considérant que PERSONNE N NOUS REPRESENTE, nous, les chômeurs, nous, les mal-logés, nous, les... »

Halte aux expulsions

A nouveau, le CCSA mène campagne contre les expulsions de logement. Mais, cette fois, se dessine la possibilité de la constitution d'un collectif unitaire de défense contreles expulsions à... »

---

l'unité contre les expulsions

Le 30 octobre 2009, les habitants du 2, rue Veron, considérés comme " squatters ", étaient expulsés par les forces de l'ordred cet immeuble, après quatre années de bataille pour leur droit au... »

Pour sauver le droit au logement

Depuis 15 ans, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville combat pour la défense du droit au logement. Ce combat a permis le relogement de plus de 300 familles mal logées et sans logis en HLM.... »